



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Remise du rapport du collège d'experts présidé par Benoît Potier

"Faire de la France une économie de rupture technologique"

**Discours de Bruno Le Maire,
ministre de l'Économie et des Finances**

Bercy

Vendredi 7 février 2020

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



Bonjour à tous,

Je vais être très bref parce que tout a déjà été très bien dit par Frédérique Vidal.

Merci, cher Benoît Potier pour la qualité du travail qui nous a été rendu et effectivement la rapidité des délais.

Merci à toutes les personnalités qualifiées qui ont participé à ce travail : les chercheurs, les chefs d'entreprises, les représentants syndicaux. Je crois que c'est un travail tout à fait exceptionnel et très singulier qui a été mené. D'ailleurs, je crois que nous avons rarement vu aussi souvent un ministre ou une ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur à Bercy. Je pense que c'est un très bon signal et je suis moi-même souvent dans le ministère de Frédérique Vidal.

L'innovation et l'économie, la recherche et l'économie, travaillent désormais main dans la main dans notre pays et je pense que c'est une excellente nouvelle pour l'économie française au 21ème siècle.

Ce comité d'experts, je rappelle que nous en avons annoncé la création dans le cadre du Pacte productif en octobre, donc il y a près de cinq mois. Nous l'avons officiellement lancé en novembre lors du premier anniversaire du Conseil de l'innovation et vous avez fait ce travail tout à fait remarquable, je le répète, dans un temps très bref avec un objectif : garantir la souveraineté technologique et économique de notre pays au 21ème siècle.

Je rappelle le constat que nous avons dressé avec Frédérique Vidal et Benoît Potier avant de lancer ce comité. Le constat était très simple : la France est une économie innovante mais elle n'est pas une économie de rupture technologique. Nous avons des centres de recherche exceptionnels, nous avons des ingénieurs qui sont très bien formés, compétitifs, nous avons des start-up qui réussissent remarquablement bien. Mais nous ne sommes pas une économie d'innovation de rupture et donc nous courons un risque - que j'ai déjà martelé à plusieurs reprises et que je répète aujourd'hui - c'est celui du déclassement technologique et économique.

Si nous n'y prenons pas garde, demain, les quelques grandes filières sur lesquelles repose la compétitivité de l'économie française pourraient être fragilisées et nous pourrions devenir une économie de start-up très imaginatives, très créatives, c'est formidable, mais pas une économie d'innovation de rupture. Nous avons voulu, avec toutes les personnalités qualifiées, traiter ces sujets.

D'abord faire grandir les start-up, c'est tout le travail qui a été engagé avec le président de la République, avec le soutien de Nicolas Dufourcq et de la Bpi, pour passer des start-up à des entreprises de taille intermédiaire puissantes et demain des licornes. Notre objectif, c'est 25 licornes d'ici à 2025.

Pour lutter contre le déclassement productif, c'est le travail qui est fait ici, qui est un travail tout à fait nouveau, qui n'a pas été fait depuis des décennies en France : identifier, à partir d'une planification technologique, les secteurs, les marchés, les technologies sur lesquelles nous allons investir dans les années à venir. Ces choix-là seront repris dans le Pacte productif dont le président de la République présentera les grandes lignes au printemps prochain.

Je n'hésite pas à employer ce terme de "planification technologique" car je ne crois pas que le marché puisse à lui-même identifier seul les secteurs, les compétences, les technologies sur lesquelles la France pourrait réussir.



C'est bien ça le caractère nouveau, avoir une planification technologique qui ne vient pas d'en haut, qui n'est pas décidée par la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche avec le ministre de l'Economie et des Finances, mais décidée à partir de l'écosystème, à partir des marchés, à partir des technologies dont nous disposons, à partir des recherches qui sont déjà lancées - et je remercie le président du CNRS, Antoine Petit, d'être présent ce matin parmi nous.

C'est une planification, mais qui part de l'écosystème, des technologies, des marchés et non pas de l'Etat. C'est en cela que c'est une planification technologique tout à fait nouvelle.

Je constate d'ailleurs que tous les grands pays industrialisés qui croient encore à la puissance industrielle comme nous en France ont mis en place cette planification technologique : la Chine avec *Made in China 2025*, la Corée du Sud avec le comité *La 4e révolution industrielle* ou l'Allemagne avec la *New High Tech Strategy*.

Donc, il n'était pas question pour nous de rester à l'écart de ce mouvement qui doit nous permettre de garder notre rang en matière de technologie et en matière de production.

Je constate également que, non seulement un certain nombre de grands pays l'ont fait, mais que lorsque nous-mêmes nous nous attachons à avoir une vision de long terme et une planification avec, main dans la main, le marché, les technologies, les industries et l'Etat, ça marche.

Quand vous regardez le succès de STMicro qui est un des grands succès que soutient Nicolas Dufourcq avec la Bpi, c'est la preuve que la planification technologique fonctionne. S'il n'y avait pas eu une planification technologique sur les nanotechnologies, le lien entre la France et l'Italie, l'engagement de l'Europe avec le premier PIIEC, le premier projet important d'intérêt collectif européen qui était consacré aux technologies, il n'y aurait pas aujourd'hui STMicro et nous ne serions pas leader mondial sur les semi-conducteurs. C'est donc la preuve que cette planification fonctionne. Si vous vous laissez aller, je suis sûr et certain que nous n'aurions pas cette capacité-là sur les semi-conducteurs ou sur la nano-électronique.

Même chose pour les batteries électriques. Si nous n'avons pas pris le problème des batteries électriques à bras-le-corps, eh bien demain, après-demain, en 2025 ou 2030, toutes les voitures électriques sans exception produites par PSA ou par Renault, par les deux grands constructeurs français, seraient équipées de batteries chinoises ou sud-coréennes.

C'est parce que nous avons pris le problème à bras-le-corps, que nous l'avons fait en liaison avec des constructeurs privés, avec Total, avec Saft, avec PSA, que nous avons réussi et que le président de la République a pu inaugurer l'usine pilote de Nersac la semaine dernière et que nous pourrons ouvrir d'ici à 2022 la première usine de production de batteries électriques en France, dans les Hauts-de-France. Cela marque cette réussite de la reconquête industrielle fondée sur des choix stratégiques et sur de l'innovation.

Quelles sont maintenant les prochaines étapes ?

D'abord le choix de ces technologies prioritaires. Benoît Potier a présenté les grandes orientations. Il faut maintenant que ces stratégies technologiques soient retenues et validées par le président de la République d'ici au début du mois d'avril. Le président de la République déterminera ensuite les filières sur lesquelles nous concentrons nos moyens, c'est-à-dire les financements, les politiques de formation, l'accompagnement réglementaire et le soutien administratif.



Donc ça c'est la prochaine étape, les choix du président de la République qui seront annoncés au printemps prochain sur les filières stratégiques technologiques sur la base, une fois encore, du travail remarquable qui a été fait par Benoît Potier et par ses équipes.

La deuxième étape, qui d'ailleurs est parallèle à la première mais elle prendra peu plus de temps, c'est de lier ces travaux nationaux à des travaux européens. Si nous voulons garantir notre souveraineté nationale, nous devons renforcer nos coopérations européennes dans le domaine technologique.

J'ai eu l'occasion de le dire à de multiples reprises, je le répète, il n'y a plus de souveraineté politique sans souveraineté technologique et les pays qui n'auront pas la souveraineté technologique auront une souveraineté politique en papier.

Parce que c'est très bien de dire que nous contrôlons nos frontières et que nous sommes souverain politiquement, mais si les instruments de contrôle des frontières sont sous le contrôle des Américains ou des Chinois, que vos communications reposent sur les technologies américaines ou chinoises et que l'intégralité des technologies essentielles à la vie économique sont aux mains de vos compétiteurs américains ou chinois, alors, vous n'êtes pas souverain.

Si l'ensemble de vos données, les données les plus sensibles, votre patrimoine industriel de données, sont aux mains de grandes entreprises américaines, vous n'êtes pas souverain. C'est un mensonge, c'est une souveraineté de papier, cela ne veut plus rien dire.

Nous, nous croyons à la souveraineté, avec le président de la République, mais nous voulons bâtir une vraie souveraineté, c'est-à-dire une souveraineté digitale, une souveraineté des données, une souveraineté technologique, une souveraineté de l'innovation. Cela passe par ces choix européens que nous ferons sur l'intelligence artificielle, sur le stockage des données, sur les technologies quantiques ou sur l'hydrogène.

Je crois profondément dans ces choix qui doivent nous permettre, dans les années qui viennent, de renforcer la souveraineté économique et technologique européenne.

En tout cas, merci une fois encore pour la qualité de ce travail. Tout cela représente des mois et des mois de travail intense fait par toutes les équipes. Je veux remercier en particulier la Direction générale des entreprises pour le travail qu'elle a fait.

Mais la souveraineté, elle se construit brique par brique, pierre par pierre. L'objectif stratégique est clair : une nation française et un continent européen souverains technologiquement et qui amorcent la reconquête industrielle.

Merci à tous.